

Après un meurtre homophobe, le mouvement LGBTQI+ espagnol cherche la riposte

7 SEPTEMBRE 2021 PAR [LUDOVIC LAMANT](#)

Samuel Luiz, un Espagnol de 22 ans, a été lynché à mort par une bande de jeunes, à la sortie d'un bar de La Corogne en juillet. Alors que la progression de l'extrême droite durcit le climat politique, le mouvement LGBTQI+ s'interroge sur les manières de répondre à la poussée des agressions.

Barcelone (Espagne).— Huit hommes encagoulés sont entrés dans le hall de l'immeuble, en même temps que leur victime de 20 ans. Ils ont d'abord tailladé au rasoir sa lèvre inférieure, avant d'écrire au couteau, sur ses fesses, le mot « *maricón* » (« pédé »). L'agression s'est déroulée lundi après-midi, dans le quartier madrilène de Malasaña, selon le récit du site [El Diario](#), qui cite des sources policières. Elle a suscité une vague de condamnations, dont celle du premier ministre socialiste [Pedro Sánchez](#).

Des associations ont convoqué un rassemblement samedi, sur la place Puerta del Sol. « *Un rassemblement ne suffit pas. Pas plus qu'attendre la prochaine Pride, comme chaque année. Il va falloir faire beaucoup plus pour répondre à cette régression* », a réagi, de son côté, Eduardo Rubiño, un jeune député gay de la région de Madrid, et l'une des figures du milieu LGBT espagnol.

Les agressions à l'égard des personnes homosexuelles, bissexuelles ou transsexuelles ne sont pas nouvelles. Mais le climat s'est durci en Espagne, depuis l'assassinat, le 3 juillet, de Samuel Luiz. Cet infirmier de 22 ans, né au Brésil et ayant grandi en Espagne, membre d'un groupe évangélique, a été lynché à mort par un groupe de jeunes, à la sortie d'un bar de La Corogne, en Galice (Nord-Ouest), vers trois heures du matin.



Barcelone, le 22 juillet 2021. Des milliers de personnes

manifestent contre l'augmentation des agressions contre les membres de la communauté LGBT et à la suite du meurtre de Samuel Luiz, en Galice, le 3 juillet 2021. © Photo Albert Llop / NurPhoto via AFP

D'après la scène reconstituée à la fois par des récits de témoins et des images de caméras de surveillance, l'un des agresseurs s'est approché de Luiz parce qu'il avait l'impression d'être filmé par le téléphone mobile de l'une de ses amies. Les premiers coups tombent. Luiz prend la fuite. Au moins douze jeunes de 16 à 26 ans le poursuivent dans une avenue adjacente. Deux Sénégalais, qui se trouvaient là par hasard, tentent de lui venir en aide. Il est décédé de ses blessures peu après son arrivée à l'hôpital.

Choc dans le pays

Le représentant du gouvernement national en Galice, qui a vu les images, a parlé d'une « *meute humaine* » en action. Le caractère homophobe de l'agression a d'abord été mis en doute par l'instruction, suscitant l'ire de nombreux activistes, qui y ont vu la preuve que la justice de leur pays peine à détecter les crimes haineux.

Mais de nombreux témoins, dont les amies de Samuel Luiz présentes ce soir-là, ont par la suite confirmé les insultes homophobes prononcées par ses meurtriers à la sortie du bar. L'enquête a établi à ce stade la « *participation active* » au lynchage de six personnes, dont deux mineurs. Trois des majeurs se trouvent en détention provisoire. La quatrième, petite amie de l'un des détenus, est en liberté conditionnelle.

Ce meurtre a fait l'effet d'un choc dans le pays, et au-delà (Beyoncé s'est fendue d'un tweet pour réclamer justice). Le hashtag #YoMaricón (« moi, pédé ») est devenu viral. Eduardo Rubiño veut croire qu'il y aura un avant et un après Samuel Luiz. Une éditorialiste espagnole a même fait de Luiz, dont le père a découvert l'orientation sexuelle après sa mort, « notre George Floyd », en référence à cet Américain noir mort étouffé sous les coups d'un policier, à l'origine d'une vague de manifestations aux États-Unis et en Europe. L'époque où l'Espagne devenait, à l'été 2005, le troisième pays au monde à autoriser le mariage pour tous (contre 2015 en France), est lointaine. Aujourd'hui, le mouvement LGBTQI+ espagnol semble tourner au ralenti, éclipsé par les succès du mouvement féministe depuis le milieu des années 2010.

« Beaucoup ont ressenti de la colère et de la frustration après l'assassinat de Samuel, parce qu'ils ont eu l'impression d'un retour en arrière, alors que l'on pensait notre sécurité acquise », observe Ignacio Paredero, secrétaire d'organisation de la FELGTB, la principale fédération LGBTQI+ à l'échelle nationale.

« Il y a eu un moment où le mariage pour tous occupait tout l'espace, on ne parlait que de ça, avance, de son côté, l'activiste gay Ramón Martínez. Même après son adoption, il fallait s'assurer que la droite [revenue au pouvoir en 2011 - ndlr] ne le détricote pas. Ce n'est qu'à partir de 2015 que le mouvement LGBT a commencé à reparler de la question des agressions. »

Auteur notamment d'un essai sur « la culture de l'homophobie » en 2016, Martínez s'est souvenu, après la mort de Luiz, de la vague de meurtres d'homosexuels dans les premières années de la transition démocratique, à la fin des années 70, menés par des groupes d'extrême droite tels que les Guérilleros du Christ roi.

Nous menons beaucoup de combats épars, mais personne ne parle en grand.

Ramón Martínez

Les chiffres sont à interpréter avec prudence. Le ministère de l'intérieur espagnol a comptabilisé 265 délits haineux (notamment à l'égard de personnes LGBTQI+) en 2018, puis 278 en 2019 – dernière année où ces chiffres sont disponibles. Le quotidien *El País* fait état d'une hausse de 65 % sur le premier semestre 2021 dans plusieurs communautés autonomes, à partir de chiffres officiels fournis par des associations de terrain. Faut-il y voir une augmentation massive des agressions, ou, comme pour certaines des violences faites aux femmes, l'effet d'un réflexe plus régulier des victimes de porter plainte ?

Figure de l'activisme trans, Elizabeth Duval parle elle aussi du « choc » qu'a représenté le meurtre de Samuel Luiz. « Cela s'inscrit dans un contexte de hausse incontestable des discours LGBTphobes ces dernières années », assure Duval, qui étudie la philosophie à Paris et fait régulièrement l'objet de campagnes de harcèlement en ligne. Toutes les personnes jointes par Mediapart pointent du doigt la dynamique de Vox, ce parti néo-franquiste surgi en 2014, devenu le troisième parti d'Espagne aux dernières législatives, qui aurait libéré des comportements homophobes.

- **Chega, Vox: radiographie des extrêmes droites ibères** PAR **LUDOVIC LAMANT**

« Avant la naissance de Vox, il n'y avait que le Parti populaire [PP, droite – ndlr] qui pouvait s'opposer à nos droits. Mais le PP a emprunté un chemin, très lent, vers la tolérance, dans les années 2010, explique Ramón Martínez. Pendant quelques années, nous avons vécu dans un petit paradis. Et d'un coup, un parti surgit, et dit publiquement des choses que l'on n'avait plus entendues depuis longtemps, par exemple que le mariage doit être entre un homme et une femme. »

« Il y a le fait que Vox existe désormais dans les institutions, mais aussi qu'une partie du PP est en train de légitimer leur discours, en comptant sur leurs voix pour faire passer des textes dans les parlements régionaux », poursuit Elizabeth Duval, en référence notamment au positionnement ultra-droitier d'Isabel Díaz Ayuso, à la tête de la région de Madrid. « C'est un discours qui encourage des violences, et ensuite stigmatise d'autres catégories, par exemple les migrants, pour expliquer ces violences », poursuit-elle.

« Vox a installé un climat social de forte polarisation. Le fait qu'ils soient parvenus à agiter autant la société espagnole est bien sûr très inquiétant », renchérit Clara Serra, ancienne responsable des questions d'égalité à Podemos, et figure d'un féminisme proche du mouvement queer. Cette philosophe nuance : « Après le confinement, nous avons assisté à une hausse généralisée des violences, aussi contre les femmes. Il me semble que cette violence homophobe doit être lue dans un contexte de hausse généralisée de la violence dans le pays. »

Le meurtre de Samuel ne doit pas encourager des discours visant à durcir encore le système pénal.

Elizabeth Duval

Duval souligne aussi la responsabilité des médias, par exemple dans les débats récents qui ont accompagné la préparation d'une loi censée renforcer les droits des personnes transgenres : « Les femmes trans en particulier ont été diabolisées. Pendant quelques mois, nous avons entendu des gens, sur de grands médias, expliquer qu'il s'agissait d'hommes violeurs qui allaient abuser des femmes dans les toilettes... »

Alors que le « 8-M » – le nom de code du mouvement féministe, qui se retrouve dans la rue le 8 mars chaque année – bouillonne, et reprend une partie des méthodes horizontales et

décentralisées du mouvement indigné de 2011, les pans les plus visibles de l'activisme LGBTQI+, eux, semblent plus institutionnalisés, et en panne de stratégie.

« *Mille personnes se sont rassemblées à la Puerta del Sol [grande place du centre de Madrid - ndr] après la mort de Samuel. Mais aucune association n'est parvenue, à ce stade, à canaliser cette indignation* », regrette Ramón Martínez. Pour lui, « *il manque un cadre de compréhension général* ».

- Espagne: sept ans après, la droite s'accommode du mariage homosexuel PAR LUDOVIC LAMANT

« *Le féminisme est très au point : la même personne te parle de droits au travail, de violences conjugales ou encore de prostitution, et d'un modèle de société. Nous, nous menons beaucoup de combats épars, mais personne ne parle en grand* », regrette l'activiste. En creux, le mouvement paie aussi l'absence de leaders, pour répondre aux attaques médiatiques de l'extrême droite.

Pedro Zerolo (décédé en 2015 et que Mediapart avait interviewé), ou Carla Antonelli, référence de l'activisme trans, ont marqué les débats durant les mandats du socialiste Zapatero. Aujourd'hui, seul Eduardo Rubiño assure ce travail-là avec la même visibilité, mais il le fait depuis un parti politique (ancien de Podemos, il a par la suite rejoint Más Madrid). Au sein du mouvement queer, les activistes Miquel Missé ou Lucas Platero ont gagné en influence, mais restent peu connus du grand public.

Hasard du calendrier, la coalition au pouvoir entre PSOE (socialistes) et Unidas Podemos s'est enfin entendue, cet été, sur une proposition de loi qui fusionne « la loi trans » avec un texte plus large sur les droits LGBTQI+ (prévoyant par exemple l'interdiction des thérapies de conversion). Le débat au Congrès devrait débiter d'ici à la fin de l'année. L'extrême droite est vite montée au créneau.

Crispations sur les logiques punitives

Mais le texte a surtout révélé des lignes de fracture infinies au sein de la gauche, notamment entre un pan du PSOE et Unidas Podemos, mais aussi entre les féministes au pouvoir et celles du mouvement social.

Au sein de la galaxie féministe espagnole, l'un des points de crispation aujourd'hui porte sur la nécessité de durcir les peines pour les auteurs de violences faites aux femmes. Dans un livre qu'elle vient de publier (*Alianzas rebeldes*, éditions Bellaterra), Clara Serra dénonce, avec d'autres auteures, « *l'incorporation, par certains pans du féminisme, des logiques punitives* », regrettant qu'« *au nom de la protection des femmes, on en vient à défendre des réponses punitives* ».

C'était aussi le sens d'un manifeste lancé en juillet depuis Barcelone, par une trentaine d'activistes. « *Face à la LGTBphobie, plus de visibilité, plus de liberté, plus de communauté. Ni vengeance, ni punition : tout changer* », lancent leurs auteurs.



La «Glorieta de la transexual Sonia», dans le parc

de la Ciudadela, à Barcelone, septembre 2021. Le kiosque a été nommé ainsi en 2003, en hommage à Sonia Rescalvo Zafra, assassinée par un groupe de skinheads néo-nazis en 1991. Il est devenu un lieu de rassemblement de la communauté LGBT+ dans la ville © LL. Sur la même position, Elizabeth Duval s'inquiète d'une même réaction conservatrice, au sein d'une partie du mouvement LGBTQI+ : « *Le meurtre de Samuel ne doit pas encourager des discours visant à durcir davantage le système pénal. Il faut transformer la société de manière plus globale.* » Soucieuse de dépasser une lecture « *identitaire* », Clara Serra plaide pour interroger, à partir du meurtre de Samuel Luiz, le machisme qui gangrène toute la société espagnole.

« Cela me semble problématique que le mouvement féministe se centre uniquement sur les femmes, ou que le mouvement LGBTQI+ travaille uniquement à partir d'une distinction radicale avec les personnes hétérosexuelles, avance la philosophe. La mort de Samuel intervient à un moment où j'observe des dérives identitaires. Ce serait une erreur de lire ce meurtre uniquement sous le prisme de savoir si Samuel était gay ou non, ou si ce meurtre était homophobe ou non. La critique de l'homophobie doit nous permettre de remettre en question l'ensemble de nos sociétés. »

Elle insiste, soucieuse de « *ouvrir le champ* », c'est-à-dire, d'après elle, forger des « *alliances rebelles* » par-delà les identités figées : « *Il me semble beaucoup plus intéressant d'analyser ce meurtre en termes de masculinité, que de persécution contre les personnes LGBTQI+.*

» Alors qu'en Espagne, l'été scande des cas d'agressions envers des personnes LGBTQI+, et qu'une majorité d'entre eux visent de jeunes homosexuels de moins de 30 ans, ce débat stratégique risque de s'intensifier en cette rentrée.